



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 07/2018 – 7

OBJET : BUDGET PRINCIPAL

Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) : répartition du reversement entre l'EPCI et ses communes membres pour 2018

L'An deux mille dix-huit et le onze du mois de juillet (11.07.2018) à 19 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 5 juillet 2018, s'est rassemblé à la salle des fêtes de Montesquieu, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. HENRYOT Jean-Michel, 2^{ème} Vice-Président
M. BRIOIS Dominique, 3^{ème} Vice-Président
M. CAPAYROU Joël, 4^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 5^{ème} Vice-Présidente
Mme FEAU Annie, 6^{ème} Vice-Présidente
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7^{ème} Vice-Président
M. BENCE Jean-Marie, 8^{ème} Vice-Président
Mme DELZERS Monique, 9^{ème} Vice-Présidente
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10^{ème} Vice-Président
M. LANNES Serge, 12^{ème} Vice-Président

Mme ROBIN Nathalie - M. REMIA Alex - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric - M. PONS Michel -
Mme TRESSSENS Christiane - M. ANGLES André - Mme GAMBARA Corinne - M. CASSIGNOL Michel - M.
ANDRAL Maurice - Mme MAERTEN Fabienne - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - M. FONTANIE
Pierre - M. CHARLES Patrice - M. JAUBERT Jacques - M. DUPUY Guy - M. LAFONT Hubert - M. GERARDIN
Frédéric - M. SAMAIN Hugues - Mme BERGE Marie-Luce - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte - M.
PREVEDELLO Xavier

CONSEILLERS REPRESENTES :

Mme HURREAU-SAUVET Nadia
Mme CARDONA Muriel
Mme CAMPOURCY Véronique
M. IMBERT Jean-Paul
M. BENECH Robert
Mme GARRIGUES Maïté
Mme BAULU Maryse
M. GUILLAMAT Pierre
DELVOLVE
Mme CASTRO Marie
M. DELLAC Patrick
M. DESCAZEUX Robert
M. DESQUINES Philippe
M. FEGNE Jean

a donné procuration à M. M. PONS
a donné procuration à M. S. LANNES
a donné procuration à M. E. KOZLOWSKI
a donné procuration à Mme J. BAJON-ARNAL
a donné procuration à M. JP. BESIERS
a donné procuration à Mme M. VALETTE
a donné procuration à M. HENRYOT Jean-Luc
a donné procuration à Mme MT. VISSIERES-

a donné procuration à M. B. GARGUY
a donné procuration à M. H. SAMAIN
est remplacé par M. C. VIGNAUX, conseiller suppléant
a donné procuration à M. F. GERARDIN
est remplacé par M. M. MASSON, conseiller suppléant

ABSENTS EXCUSES :

Mme ROLLET Colette, 11^{ème} Vice-Présidente
M. VALLES Gérard

ABSENTS NON EXCUSES :

M. CALVI Daniel
M. GARRIGUES Jean-Claude

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Mr Xavier PREVEDELLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) a été mis en place en 2012. Le FPIC est un mécanisme de péréquation horizontale qui consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

L'ensemble intercommunal, composé de la Communauté de Communes Terres des Confluences et des 22 communes membres, est bénéficiaire, en 2018, à hauteur de 1 214 075 € (contre 1 206 177 € à 2017).

Le conseil communautaire peut procéder à une répartition alternative du reversement dans un délai de deux mois à compter de la circulaire préfectorale datée du 6 juin 2018.

Trois modes de répartition entre l'EPCI et ses communes membres sont donc possibles :

- **Conserver la répartition dite « de droit commun »**

Dans ce cas, aucune délibération n'est nécessaire.

- **Opter pour une répartition dérogatoire n° 1 « à la majorité des 2/3 »**

Cette répartition doit être adoptée à la majorité des 2/3 de l'organe délibérant de l'EPCI dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la circulaire.

Les communes membres n'ont pas à délibérer.

Cette répartition permet de s'écarter de la répartition de droit commun du prélèvement ou du reversement entre l'EPCI, d'une part, et les communes membres, d'autre part, sans pouvoir s'écarter de plus de 30 % par rapport à la répartition initiale. L'organe délibérant de l'EPCI peut également décider à la majorité des deux tiers de faire varier les prélèvements ou les reversements des communes en fonction de critères fixés par la loi (revenu, potentiel fiscal ou financier, population) et, si besoin, d'autres critères décidés au niveau local. Là encore, cette répartition décidée à la majorité des deux tiers ne peut avoir pour effet de majorer le prélèvement d'une commune de plus de 30% ou de minorer le reversement d'une commune de plus de 30 % par rapport à la répartition initiale.

- **Opter pour une répartition n° 2 « dérogatoire libre ».**

Dans ce cas, la répartition est définie librement suivant les propres critères de l'EPCI.

Aucune règle particulière n'est prescrite.

Pour cela, l'organe délibérant de l'EPCI doit :

✓ Soit délibérer à l'unanimité dans un délai de deux mois suivant la date de parution de la circulaire

✓ Soit délibérer à la majorité des deux tiers dans un délai de deux mois suivant la date de parution de la circulaire mais avec l'accord de l'ensemble des conseils municipaux exprimé dans un délai de deux mois suivant la notification de la délibération du conseil communautaire. A défaut de délibération dans ce délai, ils sont réputés avoir approuvé la décision du conseil communautaire.

S'il n'était pas satisfait à l'ensemble de ces conditions, la répartition de droit commun serait appliquée.

A l'occasion du débat d'orientations budgétaires en mars 2018, il a été stipulé qu'une répartition dérogatoire serait mise en œuvre. En effet, il a été proposé et acté, à l'unanimité, lors du vote du budget primitif que les enveloppes allouées aux communes, en 2017, seraient « gelées » en 2018, permettant ainsi à la Communauté de Communes de maintenir son montant de FPIC (428 968 €) majoré de l'évolution annuelle classique, soit **436 866 €**.

Sans cette répartition dérogatoire, une hausse supplémentaire de l'imposition serait nécessaire.

Ainsi, conformément au Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) et au budget voté à l'unanimité, il est proposé de retenir la dérogation libre.

Vu l'avis favorable de la commission communautaire Finances, Marchés Publics et Vie Associative du 18 juin 2018 ;

Vu l'avis favorable du bureau communautaire du 3 juillet 2018 ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **approuve** la répartition dérogatoire libre afin que les communes perçoivent le même produit qu'en 2017, tel que détaillé ci-dessous :

Anciennes CC	COMMUNES	Montant droit commun 2016	Montant droit commun 2017	Montant FPIC dérogatoire 2018
TERRES DE CONFLUENCES	BOUDOU	23 704	19 802	19 802
	CASTELSARRASIN	247 847	204 442	204 442
	DURFORT-LACAPELETTE	29 390	24 746	24 746
	LIZAC	16 161	13 704	13 704
	MOISSAC	239 811	194 246	194 246
	MONTESQUIEU	26 466	21 854	21 854
SOUS TOTAL TERRES DE CONFLUENCES		583 379	478 794	478 794
SERE GARONNE GIMONE	ANGEVILLE	4 974	6 648	6 648
	CASTELFERRUS	8 467	11 422	11 422
	CASTELMAYRAN	25 742	33 428	33 428
	CAUMONT	7 053	9 023	9 023
	CORDES-TOLOSANNES	6 477	8 548	8 548
	COUTURES	2 478	3 238	3 238
	FAJOLLES	2 277	2 878	2 878
	GARGANVILLAR	16 200	21 137	21 137
	LABOURGADE	3 819	4 870	4 870
	LAFITTE	6 347	8 042	8 042
	MONTAIN	2 449	2 982	2 982
	SAINT-AIGNAN	7 656	10 153	10 153
	SAINT ARROUMEX	3 016	4 062	4 062
	SAINT-NICOLAS-DE-LA-GRAVE	30 823	40 182	40 182
SOUS TOTAL SERE GARONNE GIMONE		127 778	166 613	166 613
	LA VILLE-DIEU-DU-TEMPLE	69 705	91 232	91 232
	SAINT-PORQUIER	31 390	40 570	40 570
SOUS TOTAL DES 2 COMMUNES		101 095	131 802	131 802
SOUS TOTAL		812 252	777 209	777 209
Part revenant à la Communauté de communes			428 968	436 866
Montant			1 206 177	1 214 075

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 12/07/2018

Publication le : 12/07/2018

Notification le : 12/07/2018

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Membres en exercice :53

Présents :38

Votants :49

Adoptée à l'unanimité

